

Il est possible que quelque chose m'ait échappé, mais je ne me souviens pas que le gouvernement ait jamais dit à la SRC quel devait être le contenu de sa programmation.

Je me demande si le député pourrait m'éclairer.

M. Pagtakhan: Monsieur le Président, ce que j'ai voulu dire lorsque j'ai déclaré que la SRC devait se voir confier le mandat d'avoir un contenu canadien dans sa programmation, c'est qu'avec un tel mandat, la Société serait contrainte de créer de nouveaux programmes ayant un contenu canadien. À l'heure actuelle, il y a très peu de programmes semblables au Canada. Ce genre d'initiative serait appuyé par le gouvernement canadien. Voilà ce que j'ai voulu dire, monsieur le Président.

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Monsieur le Président, j'aimerais dire un mot sur un aspect de la radiodiffusion, puis parler de l'effritement de la Société Radio-Canada.

La radiodiffusion est un moyen d'unification très efficace.

[Français]

Monsieur le Président, y a-t-il quelqu'un dans ce gouvernement qui croit en l'unité de ce pays? Dans l'affirmative, pourquoi n'y défend-on pas le fédéralisme à haute voix? Le Canada est en train de se désagréger et personne du côté du pouvoir ne semble s'en préoccuper.

Monsieur le Président, le retrait de la mission de Radio-Canada de son mandat de développer l'unité nationale et de fournir une plate-forme pour l'expression de l'identité canadienne n'est que la pointe de l'iceberg.

[Traduction]

Récemment, le premier ministre a souligné l'importance de l'unité nationale lorsqu'il a dit que tout ce que nous avons accompli en tant que pays découlait de notre idéal national, de notre unité nationale. S'il croit réellement que c'est le cas, pourquoi a-t-il supprimé le mandat de la SRC en matière d'unité nationale? C'est là une citation de la députée de Mount Royal qui a conduit notre parti dans le cadre de l'étude de ce projet de loi.

• (2220)

Pourquoi le premier ministre ne s'est-il pas rendu dans sa province pour lutter pour le Canada. Il est disposé à envoyer des Canadiens se battre au Koweït, mais il a trop peur de s'aventurer dans sa propre circonscription, afin de combattre pour lui assurer sa place au sein du Canada. La même chose s'applique à d'autres ministres du Québec. Je trouve tout à fait inadmissible que des ministres défendent sans conviction le pays qu'ils ont juré de défendre et de représenter. J'en ai assez des paroles trompeu-

Initiatives ministérielles

ses des conservateurs qui essaient de ménager la chèvre et le chou, en ne prenant pas clairement position sur l'unité canadienne et l'indépendance du Québec.

Les néo-démocrates semblent d'ailleurs faire de même. Les dirigeants des deux partis en question ne peuvent compter sur leurs députés du Québec pour défendre le rôle de leur province au sein de la Confédération. Monsieur le Président, mon chef, l'honorable Jean Chrétien et moi-même sommes en faveur d'un Canada fort au sein duquel le Québec serait un partenaire important et prospère. Monsieur le Président, le gouvernement montrerait sa bonne foi à tous les Canadiens, et notamment aux citoyens de Saint-Laurent—Cartierville, s'il redonnait à la Société Radio-Canada le mandat de promouvoir l'unité nationale.

Il est tout à fait légitime qu'un organisme national comme la Société Radio-Canada s'assure que notre pays est uni et fort. C'est pour cette raison que sans ce mandat, je ne peux souscrire à ce projet de loi à l'étape de la troisième lecture.

[Français]

Monsieur le Président, est-ce ainsi que ce gouvernement espère créer une certaine harmonie? Serait-ce justement parce que le pays est dans un tel chaos que le gouvernement tient tant à retirer à Radio-Canada son mandat de promouvoir l'unité nationale et d'offrir à ses auditeurs une expression de l'identité canadienne? Serait-ce parce que ce gouvernement ne croit plus au Canada, qu'il commence doucement à retirer le mandat de promouvoir l'unité nationale? Bien sûr, le ministre va nier que c'est son but, mais dans les faits, ce que l'on note c'est plutôt l'évidence du contraire.

[Traduction]

À une époque où les Canadiens sont divisés sur des questions comme le libre-échange, la TPS et la Constitution, le service public de radiodiffusion devrait favoriser l'unité nationale. Si nous voulons avoir vraiment une identité nationale, nous devons rassembler toutes les régions, les unir. Ce n'est pas en sabrant dans les crédits que le gouvernement va favoriser l'unité du pays. Cependant, se pourrait-il que ce soit là un projet caché du gouvernement, qu'il veuille laisser le Canada éclater et nous dire ensuite qu'il a fait de son mieux, sachant fort bien que ce n'est pas le cas?

Il est, en fait regrettable de constater qu'au moment où notre pays est au bord de l'éclatement, ses dirigeants nationaux se dérobent à leurs obligations qui consistent à lutter pour un Canada fort et uni. Au lieu d'aller voir sur place, dans les régions, ce que les Canadiens pensent au juste, au lieu de se rendre au Québec, afin de défendre la cause du Canada, le premier ministre refuse d'assumer